

# Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes indépendant

## ÉDITORIAL

### La crise de quoi?

Tout cela était non seulement prévisible, mais prévu. Des années que la «bulle» du logement était repérée et que les conséquences de son éclatement étaient analysées. Alors aujourd'hui on regardera avec un brin d'amusement les cris de putois que poussent les anciens thuriféraires du capitalisme débridé. Que des ultra-libéraux nous expliquent que la crise est le résultat d'une perte de «morale» des opérateurs financiers prête à sourire. Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, Mandeville ou Adam Smith ont montré que la «société commerciale» était un système fondé sur la stricte séparation entre morale et économie. Ces gens-là étaient honnêtes. Ils affirmaient que l'économie de marché avait pour seul régulateur la soif de profit et non la «morale» ou l'«éthique» dont se gargarisent les ploutocrates qui nous gouvernent.

La droite la plus conservatrice jette aux orties sa doctrine libérale afin de demander – et rapidement – l'intervention de la main très visible de l'Etat: aux Etats-Unis, 700 milliards de dollars quasiment donnés aux responsables de la crise; en Europe, Sarkozy qui exige le retour de la régulation. Quant à la gauche, elle appuie les demandes, justifiées, d'un retour à la régulation des marchés et à des politiques qui puissent contrer les effets de la crise pour ceux qui n'en sont pas responsables.

Au-delà, néanmoins, il est permis de penser que cette crise ouvre la possibilité à la gauche de réaffirmer ses idées fondamentales. Pour cela, il faut admettre que la crise financière n'est pas un simple épisode malheureux mais qu'elle est d'abord une crise du système d'accumulation sans fin, basé sur le profit. Bref, qu'il s'agit d'une crise majeure du *capitalisme*. Il faut avoir le courage de poser ce diagnostic pour prétendre apporter une thérapie.

Red.



## DOSSIER: LA BONNE FORTUNE DES PLUS RICHES

### La bonne fortune des plus riches

Lorsqu'on parle d'inégalités sociales, on a souvent tendance, surtout à gauche, à se préoccuper prioritairement des plus pauvres, des *working poors* ou des salariés précaires (voir à ce sujet le dossier du N° 65 de *Pages de gauche* de mars dernier). Pourtant, il ne faudrait pas oublier ce qui se passe à l'autre bout de l'échelle sociale, parmi les plus riches de la société. En effet, les choses ont aussi beaucoup évolué à ce niveau là.

Toutes les statistiques le confirment, la concentration des richesses n'a cessé de s'accroître au cours des vingt dernières années, au point que cela remette en cause la cohésion sociale de la société. Le triomphe du capitalisme financiarisé et globalisé a grandement contribué à cette évolution. Pour la gauche, il est aussi central de bien comprendre les dynamiques à l'œuvre favorisant la bonne fortune des plus riches et d'envisager des mesures pour améliorer la justice sociale.

Réd.

Suite du dossier en pages 5 à 10

Syndicalisme:  
Les travailleuses du sexe

Page 4

International:  
Lutte des classes en Bolivie

Page 13

Culture:  
Entretien avec Fernand Melgar

Page 15

# SOS experts en détresse

«11 septembre», «tsunami», «Armageddon» financiers. Comme souvent, les commentateurs ne sont pas avares de formules définitives pour qualifier les derniers événements. Il semble qu'un des effets collatéraux des crises consiste à exciter l'imagination et à réveiller les incontournables «experts».

L'enjeu sémantique de la bataille apparaît clairement dans les efforts déployés par le gouvernement français au sujet d'une éventuelle «récession» économique. Prononcer le mot «récession» équivaldrait à briser un tabou. En effet, il s'agit de ne pas effrayer le consommateur. Diktat du «pouvoir d'achat» oblige, il faut laisser croire que la crise est (à choix) *passagère, sous contrôle, technique, pas encore systémique ou pas radicale*.

A chaque crise correspond ses experts. Là, comme toujours, les experts ès économie sont toujours plus intelligents après qu'avant. Les mêmes qui nous expliquaient que la crise resterait circonscrite aux USA, que malgré tout les fondamentaux restaient bons, que les bourses avaient déjà intégré la baisse, que les marchés étaient omniscients, et les grands patrons tous visionnaires, décrètent aujourd'hui que la crise est forcément globale car nous vivons, bien entendu, dans un monde multipolaire, multilatéral, interconnecté, ou en réseaux. A cela font écho les déclarations des grands de ce monde qui nous expliquent de manière pénaude que les dégâts étaient «plus importants que ce que nous avions mesurés». Mince alors!

Tout était plus simple avant. L'économie était une science dure, avec des lois mécaniques, tout était réversible: les crises devenaient créatrices de valeurs, et les chômeurs des entrepreneurs. Il n'y avait plus d'incertitude mais seulement des risques que le marché pouvait mesurer, prévoir et digérer. La preuve, les banques gagnaient toujours plus d'argent, les traders conduisaient toujours plus de voitures, de yachts, d'hélicoptères et d'avions. Non, décidément nous n'avions rien compris. Les commentateurs spécialisés, brasseurs de vent et autres «philosophes libéraux» nous l'expliquaient d'ailleurs *ad nauseam*: l'avenir appartenait au citoyen-actionnaire, maison, chien, chat et hamster devaient être «tititrés» pour le bien de tous. Ainsi, le marché apparaissait comme le dernier stade de la démocratie.

Mais soudainement le monde a basculé, et par la grâce de la rédemption, les anciens valets du roi-marché dénoncent les dérives dudit marché, les excès des banquiers, la folie dé-régulatrice des Etats, l'irresponsabilité des patrons, les parachutes platinés, l'irrationalité des bourses, et le laxisme des autorités de surveillance. La crise se transformerait-elle en révolution? Pas d'inquiétude. En effet, il s'agit simplement de prendre de «nouvelles dispositions» afin de moraliser tout ça. Au-delà, les experts déclinent toute responsabilité.

Mathieu Gasparini

## Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes indépendant

Abonnement annuel: Fr. 49.-  
Abonnement de soutien: Fr. 130.-  
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuse-ur-s): Fr. 29.-  
CCP 17-795703-3

[www.pagesdegauche.ch](http://www.pagesdegauche.ch)

### Rédaction et secrétariat:

Case postale 7126, 1002 Lausanne  
info@pagesdegauche.ch

### Rédaction:

Samuel Bendahan (SB), Maurizio Colella (MC), Romain Felli (RF), Mathieu Gasparini (MG), André Mach (AM), Raphaël Mahaim (RM), Stéphanie Pache (SP), Line Rouyet (LR), Rebecca Ruiz (RR), Julien Wicki (JW).

### Comité:

Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Benoît Gaillard, Dan Gallin, Dominique Hartmann, Pierre-Yves Maillard, Cyril Mizrahi, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Géraldine Savary, Alberto Velasco.

### Comité de parrainage:

Franco Cavalli, Valérie Garbani, Stéphane Rossini.

### Collaboration permanente:

Christian D'Andrés, Grégoire Junod, Salima Moyard, Philippe Mivelaz, Philipp Müller, Marc Olivetta, Christian Vulliod.

### Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

### Mise en page:

Annabel Glauser, Lausanne.

### Webmaster:

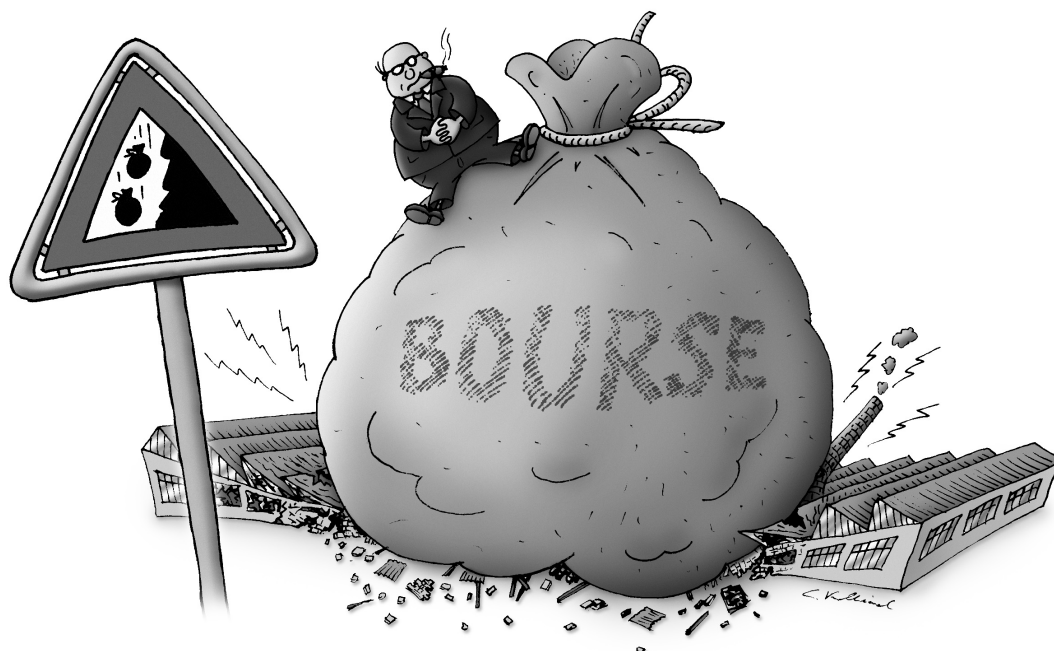
Kevin Luximon, Lausanne.

### Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

### SOMMAIRE

- 1 La crise de quoi?
- 2 SOS experts en détresse
- 3 Electricité: les prix grimpent
- 4 Les travailleuses du sexe se syndicalisent
- 5 à 10 Dossier: La bonne fortune des plus riches
- 11 Coup d'état en Bolivie?
- 12 Interview d'Olivier Guéniat
- 13 Au nom de la santé
- 14 Vaud: le paquet surprise
- Concurrence fiscale: l'art du saucissonnage
- 15 Interview de Fernand Melgar
- 16 La dernière





# Le serpent électrique se mord la queue

*Le poids des capitaux publics dans l'industrie énergétique suisse n'a jamais été aussi fort depuis l'invention de l'ampoule électrique. Les hausses massives des prix annoncées pour 2009 s'expliquent notamment par les guerres de marché à venir et par la politique financière de la droite.*

Une explosion des prix de consommation de l'électricité dépassant parfois les 30%. Plus de 1000 plaintes adressées à la Commission fédérale de l'électricité (ElCom). Un débat urgent aux Chambres fédérales. Des réunions de crise convoquées par l'association faïtière du patronat, economiesuisse. Des parlementaires de droite qui font appel au droit d'urgence pour fixer les prix. La comédie étincelante qui est en train de se dérouler sous nos yeux est riche en rebondissements.

## QUI SÈME LE VENT...

Il y a encore deux mois, le calme était plat. Du moins vu de l'extérieur. Pour le président de l'ElCom, le PDC appenzellois Carlo Schmid, le mot d'ordre était «circulez, il n'y a rien à voir». «Presque chaque jour amène un nouveau cas, certains complexes, d'autres que nous pourrions traiter relativement vite», déclarait-il du haut de son site internet. Un cas par jour. La réalité l'aura rapidement rattrapé.

Depuis, c'est la cacophonie. A la question de savoir si le pouvoir politique allait intervenir sur la formation des prix du courant suisse, Moritz Leuenberger répond qu'«une intervention politique dans les compétences de l'ElCom n'est pas concevable». Réponse de l'ElCom: «Nous devons construire une jurisprudence stable. C'est pourquoi nous ne voulons pas prendre de décisions hâtives, mais nous accorder le temps de la réflexion». Le premier ne peut rien faire, le second pourrait, mais doit encore voir. Enfin, quand le pouvoir politique fédéral en la personne du très libéral conseiller fédéral socialiste s'est permis de critiquer le très corporatiste président *ad interim* de la société nationale du réseau de haute tension Swissgrid et surtout d'EOS, Hans Schweickardt, on lui a indiqué que le silence valait de l'or. Schweickardt dirige – faut-il le rappeler



*L'électricité, un marché sous haute tension*

– une entreprise dont l'écrasante majorité du capital est détenue par les pouvoirs publics romands. Il considère par ailleurs qu'«en raison des fortes dépenses administratives liées à la libéralisation, les prix continueront encore à augmenter après 2014». Et nous qui passions pour des fous voici quelques années en arrière quand nous prédisions ces mêmes augmentations.

## DE LA DÉMOCRATIE

On semble nager en plein délire. Les apparences sont trompeuses. Premièrement, dans un pays comme le nôtre où le contrôle public des capitaux ne signifie aucunement contrôle démocratique sur les entreprises concernées, il n'existe guère de garde-fous contre les vellétés d'accumulation de bénéfices exorbitants, les quêtes de la maximisation de leurs primes par les dirigeants ou les stratégies d'expansion farfelues. Or, la hausse des prix, et notamment ceux d'utilisation du réseau national de haute tension – par ailleurs entièrement amorti – peuvent notamment servir à réunir un trésor de guerre en vue des futures batailles autour de la domination du secteur énergétique suisse. Ces hausses ne sont donc pas liées

à des contraintes réelles, mais justifiées par des argumentations principalement opportunistes. En second lieu, toute une série de collectivités publiques détenant des participations directes dans les entreprises électriques ont un intérêt dans l'augmentation des prix que ce soit sur le plan de la production ou de l'octroi de concessions pour le transport du courant. Par ce biais, il est possible de drainer de l'argent vers les caisses publiques tout en poursuivant la baisse des impôts. Autrement dit, la hausse des prix peut fonctionner comme un impôt

antisocial déguisé en contribuant à remplacer la fiscalité directe, socialement plus juste, par une fiscalité indirecte qui, par définition, touche le milliardaire autant que le travailleur pauvre.

Que faire? Tout d'abord contester vigoureusement la tentative de passage en force de l'industrie électrique comme l'a fait le Parti socialiste suisse, tout en suivant de près l'évolution de ce dossier épineux afin de ne jamais permettre aux barons du courant de se croire de nouveau à l'abri. Ensuite, les récents événements laisseront des traces dans les consciences et serviront la gauche au moment du référendum contre la deuxième étape de libéralisa-

*... la hausse des prix peut fonctionner comme un impôt anti-social déguisé ...*

tion de ce secteur. Enfin, aux élus de gauche de revendiquer une reprise en main de ce dossier par les institutions démocratiques. Il ne saurait en effet être acceptable que des dirigeants d'entreprises publiques continuent à jouer au monopole électrique.

*Philipp Müller*

## SAMI BIENTÔT JETÉ DEHORS?



# Le syndicalisme des travailleuses du sexe

Malgré les réactions tardives, les syndicats et associations de défense des travailleuses du sexe se sont développés depuis les années 1980.

Par Dan Gallin

L'action collective est, pour les travailleuses du sexe, un phénomène récent. En Europe, leur première manifestation en défense de leurs droits a été l'occupation de l'église St. Nizier à Lyon, le 2 juin 1975. Les premières organisations se constituent dans les années 1980 et les premières conférences internationales des travailleuses du sexe se réunissent à partir de 1985.

Pourquoi si tard? Quels sont les facteurs nouveaux qui sont intervenus? Il y en a au moins quatre faciles à identifier: l'impact du féminisme, les flux migratoires liés à la globalisation, la pandémie du SIDA et l'ouverture du mouvement syndical, encore très limitée, à des couches nouvelles de travailleurs, notamment dans le secteur informel.

## UNE ORGANISATION TARDIVE

L'impact du féminisme a eu des effets contradictoires, car la revendication féministe aboutit ici à des interprétations et des conclusions opposées. Pour la tendance abolitionniste la prostitution implique par définition une violence faite aux femmes; il faut donc l'interdire. C'est la tendance qui a prévalu notamment en Suède et en France. L'autre tendance mise sur la capacité d'autodéfense et d'auto-affirmation des travailleuses du sexe, et affirme leurs droits. Si ce n'est pas «un travail comme un autre» dans le contexte de la société patriarcale où nous vivons, c'est pourtant un travail, celles et ceux qui l'exercent sont des travailleurs qui doivent pouvoir défendre leurs intérêts par l'organisation, comme tous les travailleurs.

D'autre part, l'industrie du sexe s'est globalisée: un très grand nombre de personnes, majoritairement immigrées, y travaille, souvent en situation illégale, dans des conditions d'une précarité extrême, souvent sous le contrôle de réseaux criminels. Certains gouvernements des pays d'accueil, se trompant de cible, ont opté pour

une politique de répression de la prostitution dans son ensemble; un plus grand nombre a opté pour la réglementation, et reconnaissent le rôle des organisations d'auto-défense des travailleuses du sexe, principales concernées.

De même, les gouvernements et les organisations internationales qui cherchent à combattre la pandémie du SIDA se sont rendus compte que les travailleuses du sexe étaient des alliées indispensables et qu'il fallait donc sou-

**... Militer dans ce milieu exige un très haut degré d'intelligence et d'engagement...**

tenir leurs organisations, puisque c'est par elles qu'elles arrivent à prendre le contrôle de leur vie et de leurs conditions de travail (par exemple pour imposer l'usage du préservatif).

Cela est devenu une évidence: c'est l'auto-organisation des travailleuses du sexe, et le pouvoir qu'elle leur donne, qui est le meilleur rempart contre la propagation de maladies telles que le SIDA, mais aussi contre les fléaux sociaux du milieu: les souteneurs, la drogue, et l'emprise des réseaux criminels.

Il faut retenir que les travailleuses du sexe qui militent dans un syndicat sont une élite. Militer dans ce milieu exige une force de caractère peu commune et un très haut degré d'intelligence et d'engagement: il faut faire face à des demandes et des pressions encore bien plus fortes que celles rencontrées par des militants syndicaux «ordinaires».

## SYNDICATS ET ASSOCIATIONS DE DÉFENSE

Dans la plupart des pays du monde il existe des organisations de soutien aux travailleuses du sexe (parfois aussi des travailleurs, car la prostitution masculine existe). *Aspasie* à Genève et *Fleur de Pavé* à Lausanne en sont des exemples. Certaines de ces organisations évoluent vers le

syndicalisme et travaillent avec le mouvement syndical (*Hetaira* en Espagne travaille p.ex avec les Commissions ouvrières), mais les syndicats de travailleuses du sexe sont encore rares.

Aux Pays-Bas, l'association *De Rode Draad* (Le fil rouge), fondée en 1985, s'est séparé en deux organisations aux fonctions différentes à la suite de la légalisation de la prostitution en 2000: le syndicat *Vakwerk De Rode Draad* (DRD) et la fondation DRD qui effectue un travail de recherche et d'intervention dans le débat public.

Comme de nombreux syndicats de travailleuses du sexe, le *Vakwerk DRD* a un petit nombre de membres: environ deux cents cotisantes régulières, sur un potentiel d'environ 50 000, selon les chiffres officiels. Cela s'explique par les difficultés particulières de l'organisation dans ce milieu: méfiance vis-à-vis de toute autorité, souci de l'anonymat, proportion élevée de travailleuses sans papiers. Cependant, l'influence d'organisations, même petites, dépasse de loin le cadre de leurs membres. Les publications du *Vakwerk DRD*, par exemple, sont régulièrement diffusées à 10 000 exemplaires.

Leur petit nombre de membres signifie cependant que ces organisations ne peuvent vivre de leurs cotisations. C'est pour cela que le soutien d'une grande organi-

sation syndicale est indispensable.

En Amérique latine, par exemple, les organisations des travailleuses du sexe font souvent partie du mouvement ouvrier. La *Asociación de las Mujeres Meretricas de Argentina* (AMMAR), avec 3800 membres en quinze villes, est affiliée à la *Central de Trabajadores Argentinos* (CTA), la deuxième confédération syndicale du pays. Fondée en 1994, AMMAR s'affilie à la CTA en 1995 et reçoit la reconnaissance officielle (*personería jurídica*) en 2006. En janvier 2004, Sandra Cabrera, sa secrétaire à Rosario, était assassinée alors qu'elle enquêtait sur la corruption de la police et sur ses liens avec la prostitution des mineurs.

La *Asociación de Meretrices Profesionales del Uruguay* (AMEPU), fondée en 1986 et officiellement reconnue deux ans plus tard, est également affiliée à la centrale syndicale nationale, le PIT-CNT.

Le plus grand syndicat des travailleuses du sexe se trouve en Inde, basé à Calcutta: le *Durbar Mahila Samanwaya*. («mouvement de femmes auxquelles rien ne résiste»). Fondé en 1995 avec 13 membres seulement, il compte aujourd'hui 65 000 membres dans le Bengale occidental. Il est soutenu par des ONG internationales, dont *Terre des Hommes*, et par celles spécialisées dans la lutte contre le SIDA.

## POUR EN SAVOIR PLUS

Pour se coordonner, le mouvement des travailleuses du sexe a créé des réseaux internationaux, notamment en Europe, en Asie/Pacifique et en Amérique latine. Pour en savoir plus sur ses luttes et ses revendications:

- *International Committee on the Rights of Sex Workers in Europe* (ICRSE): coordination européenne, mais avec des informations sur d'autres parties du monde, fondé à la suite de la conférence internationale tenue à Bruxelles en octobre 2005, qui adopta une Déclaration des Droits et un Manifeste des Travailleuses/euses du sexe en Europe ([www.sexworkeurope.org](http://www.sexworkeurope.org))

- *Asia/Pacific Network of Sex Workers*: fondé en 1994 par des organisations en Australie, Inde, Japon, Malaisie, Thaïlande ([www.apnsw.org/apnsw.htm](http://www.apnsw.org/apnsw.htm)).

- *Red de Trabajadoras Sexuales* (RedTraSex): réseau des organisations de treize pays d'Amérique latine et des Caraïbes, fondé en 1999 ([www.redtra-sex.org.ar](http://www.redtra-sex.org.ar)).

- *Sex Workers' Rights Network in Central and Eastern Europe and Central Asia* (SWAN) ([www.swannet.org](http://www.swannet.org))



## DOSSIER: LA BONNE FORTUNE DES PLUS RICHES

# Le retour des riches

Partout dans le monde, la concentration des richesses ne cesse de s'accroître. C'est un fait avéré. De nombreuses publications confirment cette tendance. En 2007, selon le dernier rapport *World Wealth Report* de Merrill Lynch et Cap Gemini qui sert de référence en la matière, le nombre de millionnaires en dollars US (sans les biens immobiliers) avait atteint 10,1 millions de personnes contre 5,2 millions dix ans plus tôt. Leur fortune totale atteignait 40 700 milliards de dollars contre 19 100 milliards en 1997: une progression de 100% en dix ans! En Suisse également, ces quinze dernières années ont correspondu à une forte augmentation de la fortune des plus riches (voir p. 10).

## UN RETOURNEMENT DE TENDANCE

Dans la longue durée, la phase de croissance économique de l'après-guerre, ce qu'on a appelé les «trente glorieuses», s'était combinée avec une certaine atténuation des inégalités sociales en matière de revenus et de fortune. Une nette rupture se dessine à partir des années

*... «nouveaux riches» ayant profité de l'essor des marchés financiers ou de vieilles fortunes «rentières»? ...*

1980. Les revenus et la fortune des plus riches de la société commencent à progresser de manière beaucoup plus rapide que la moyenne des salariés,

accroissant ainsi fortement les inégalités sociales. Cette augmentation des disparités entre les richesses s'explique par l'avènement d'un capitalisme financier globalisé depuis l'effondrement des régimes communistes d'Europe de l'Est à la fin des années 1980 et des réformes libérales mises en œuvre dans l'ensemble des

DR



pays industrialisés.

Les grosses fortunes ont su tirer profit de cette nouvelle phase de développement du capitalisme. Elles ont très largement bénéficié de la financiarisation de l'économie et fait fructifier le placement de leurs capitaux. D'autre part, les rémunérations des dirigeants des grandes entreprises ont connu une explosion sans précédent. Ce phénomène est universel et touche tous les pays. On assiste d'ailleurs, avec l'accélération de la mondialisation des échanges économiques, à la consolidation

de la formation d'une «grande bourgeoisie», de plus en plus transnationale, et non plus cantonnée à l'intérieur des frontières nationales. Elle peut se déplacer sur l'ensemble de la planète (en fonction des opportunités fiscales) et se coordonner à l'échelon international: ses réseaux d'influence et ses connexions avec

de vieilles fortunes «rentières» qui ont réussi à bien faire fructifier leurs avoirs sur les marchés financiers? Quel est le pouvoir et l'influence des plus riches sur les médias, sur la politique et sur la société en général? Ce petit groupe de grosses fortunes ne fait-il que se reproduire en vase clos ou l'image du «self made man», tant vantée dans les médias, correspond-elle à une certaine réalité? La justice sociale et le fonctionnement démocratique de nos sociétés sont-ils remis en cause?

Sur ce dernier point, on pourrait s'attendre à ce que, face à l'explosion des revenus des plus riches, des mesures soient prises pour renforcer la solidarité, notamment en aug-

*... La justice sociale et le fonctionnement démocratique de nos sociétés sont-ils remis en cause? ...*

mentant la fiscalité sur les grosses fortunes qui explosent. Or, c'est exactement le contraire qui se produit. En raison principalement de la mobilité des plus riches de la planète et du chantage qu'ils peuvent exercer sur les autorités politiques nationales (quand celles-ci ne sont pas consentantes), les réformes fiscales vont toutes dans le sens d'un allègement supplémentaire des impôts sur ces personnes fortunées.

## UN PHÉNOMÈNE DE SOCIÉTÉ

Au-delà des constats chiffrés et des articles de la «presse people» qui célèbrent les destins et modes de vie de ces grosses fortunes, cette évolution soulève de nombreuses questions et doit interpeller la gauche.

Quelle est la composition sociale de ces grosses fortunes? S'agit-il de «nouveaux riches» ayant profité de l'essor des marchés financiers ou

les lieux de pouvoir, nationaux ou internationaux, sont multiples.

Vous trouvez dans ce dossier quelques éléments d'analyse et de propositions...

André Mach

### Internats, clubs et salons:

La grande bourgeoisie suisse se reproduit en vase clos.

6

### Gated Communities:

Les riches se barricadent pour s'isoler des pauvres.

7

### Le pouvoir des grandes fortunes suisses:

Economie, politique, médias et culture...

8-9

### Que faire face à la progression des grosses fortunes?

Un impôt sur les successions pour plus de justice sociale

10

DOSSIER: LA BONNE FORTUNE DES PLUS RICHES

# Comment les riches se reproduisent

*Ils fréquentent les mêmes écoles, dansent ensemble au bal de l'Opéra, se rencontrent dans les clubs d'affaires, chez les anciens de Harvard ou à St-Moritz et s'épousent: les riches en Suisse restent souvent entre eux et cultivent leur opulence à travers de nombreuses pratiques.*

Par Sarah Schilliger, sociologue et membre d'ATTAC

La continuité de la bourgeoisie suisse, malgré des obstacles réels tels que la concurrence ou la divergence d'intérêts, est exceptionnellement élevée. Plusieurs mécanismes sociaux expliquent ce haut degré d'intégration et de conscience de sa propre «classe»: au-delà des interdépendances économiques et des relations familiales, il repose sur des institutions, mais aussi sur de multiples relations sociales.

## FAMILLE ET «AFFINITÉS ÉLECTIVES»

La famille constitue encore le lieu central de transmission de la richesse. Grâce aux fondations et au droit suisse de l'héritage – très aligné sur les intérêts des possédants – les dynasties familiales arrivent à transmettre leur patrimoine de génération en génération. Une étude portant sur l'héritage de la fortune en Suisse a montré que sur les 28,5 milliards de francs (estimation basse) qui ont été légués en 2000, les trois quarts sont allés aux dix pourcents les plus riches de la population.

Les stratégies matrimoniales des riches qui jouaient un rôle essentiel jusque dans les années 1970 sont aujourd'hui encore importantes, bien qu'elles se soient passablement raffinées et euphémisées ces dernières décennies. Un homme et

*... l'accumulation et le développement de ce capital social passe également par les bals de l'Opéra...*

une femme, venant tous deux d'une famille nantie, peuvent se rencontrer et tomber amoureux «tout à fait par hasard» au cours de loisirs (golf, équitation, passion de l'art), dans une université

d'élite, un bal ou une soirée de bienfaisance. Les espaces sociaux très exclusifs sont ainsi de bons lieux de rencontre. L'éducation et le «bon goût» jouent évidemment leur rôle. Les personnes issues d'un même milieu se plaisent mutuellement. Le sociologue Pierre Bourdieu parlait à ce propos d'«affinités électives».

«Ceux qui ont de l'influence à Zurich se rencontrent tout le temps. Tout est déjà fait pour qu'ils se connaissent» nous apprend candidement Peter Forstmoser, le président de la Swiss-Ré et ancien professeur d'université. Au-delà des alliances qui jouent surtout un rôle dans les dynasties

le golf ou l'équitation participe également des formes de sociabilité de cette classe sociale et contribue à la construction de son identité.

## UNE ÉDUCATION EXCLUSIVE AU ROSENBERG

La Suisse dispose de quelques internats d'élite extrêmement cossus (écolage à partir de 80 000.- par an) qui ont une excellente réputation parmi les super-riches bien au-delà des frontières nationales. Le Liceum Alpinum de Zuoz, l'internat Rosenberg à Saint Gall, le Rosey à Rolle, ou l'institut Montana à Zugerberg sont considérés comme des lieux

ces enfants apprennent tous les aspects d'une vie dans la «bonne société»: ils sont formés à l'art et à la culture, à la manière de se conduire en société et sont équipés pour la vie mondaine grâce à l'apprentissage de plusieurs langues. Par cette «éducation totale», les jeunes apprennent à se conduire correctement dans les «hautes sphères». Ils développent également un «esprit de corps» qui leur fournit une identité collective et transmet la conscience (de classe) d'appartenir à une élite. Les valeurs de la communauté sont ainsi incorporées: le savoir-vivre, l'aisance, l'entregent, la manière de parler et de se comporter, les habitudes alimentaires de même que les jugements de goût sont autant de marqueurs de cette socialisation privilégiée.

## UN DIPLÔME POUR LA VIE (MONDAINE)

A quelques centaines de mètres à peine de l'institut Rosenberg se trouve le siège d'une institution éducative qui joue un rôle clé dans la formation du personnel de direction économique de la Suisse: l'Université de Saint Gall (HSG). La HSG assume le rôle d'une usine à produire des managers pour le monde entier. Un cursus d'études à la HSG fournit non seulement une formation académique «d'excellence» mais surtout un réseau 24-carats. D'ailleurs les diplômés de la HSG restent fidèles à leur institution tout au long de leur vie grâce à l'association des *Alumni* qui est la plus performante des organisations d'anciens étudiants de Suisse. Ce réseau s'étend jusqu'aux niveaux supérieurs des plus grandes firmes du continent, ce qui fait de cette association «un des éléments les plus importants pour une carrière réussie».

Certes, en comparaison avec d'autres pays, les qualifications académiques obtenues



*Le White Turf de St-Moritz: the place to be!*

familiales anciennes, le capital social des entrepreneurs modernes se construit par l'appartenance à des clubs de services et d'affaires (*Rotary, Entrepreneur's Roundtable, Swiss American Chambre*, etc.), des sièges dans les conseils d'administration, des réseaux d'anciens étudiants et des clubs sportifs. L'accumulation et le développement de ce capital social passe également par les bals de l'Opéra, galas, vernissages, premières théâtrales et autres événements mondains tels que le tournoi de polo ou le *White Turf* de St-Moritz. La pratique commune d'un sport comme

de formation qui non seulement fournissent à leurs élèves une excellente éducation, mais qui remplissent parfaitement leur fonction de construction identitaire et de transmission d'un habitus de classe. Ainsi à l'institut Rosenberg qui s'étend dans plusieurs villas dominant la ville de Saint Gall, la discipline et l'ordre sont assurés d'une main de fer par la direction. Un code de discipline et d'habillement sévère, ainsi qu'un emploi du temps rempli de cours et de sport, permettent aux rejetons des nantis de prendre conscience de leur futur rôle social. En plus de la discipline,



## DOSSIER: LA BONNE FORTUNE DES PLUS RICHES

# Gated Communities: le paroxysme de la fracture sociale

(suite de la page 6)

dans des institutions publiques sont moins importantes pour la bourgeoisie suisse. Il n'y a pas (encore) d'universités d'élite qui pourraient se comparer à Harvard, Yale ou Princeton ou aux «Grandes écoles» françaises qui fournissent à une partie de leur bourgeoisie nationale respective d'excellentes formations. Pourtant, on commence à reconnaître qu'en Suisse le simple héritage du «pouvoir de la famille» ne suffit plus à occuper des positions de direction dans une grande entreprise. La qualification des cadres de l'économie s'est améliorée et au delà des MBA obtenus dans des *business schools* renommées (l'IMD à Lausanne, l'INSEAD en France ou Harvard) il faut disposer d'une solide formation de l'EPFZ, de Saint-Gall ou de l'Université de Zürich. En fait, une étude récente de la HSG prétend que 72% des «top managers» de l'économie suisse ont étudié dans l'une de ces trois institutions. Une telle concentration n'est dépassée que dans le système français, et correspond à «un système universitaire construit de manière très hiérarchique».

Les diplômés sont un instrument que les privilégiés utilisent afin de transformer leurs pouvoir et leur richesse héritée en des soi-disant capacités individuelles. Ceci permet de se peindre comme «l'élite du pays». La bourgeoisie économique s'assure ainsi une reconnaissance et une légitimité sociale qui masque du même coup la réalité des rapports de pouvoir dans ce pays.

Traduction  
Romain Felli

## À LIRE:

Sarah Schilliger, *Die soziale Reproduktion von Reichtum in der Schweiz*, in: *Jahrbuch Denznetz*, 2007, pp.122-131.

**Les cités enclavées et clôturées se sont développées ces dernières années aux Etats-Unis. Elles constituent littéralement des ghettos pour riches.**

S'il est bien un phénomène qui illustre les conséquences de la privatisation des espaces publics et des modes de vie ultra-individualistes, ce sont les *gated communities*. Encore relativement peu connues en Europe, ces cités enclavées et clôturées ont surtout connu un développement phénoménal aux Etats-Unis, principalement dans les Etats de Californie et de Floride. Il semble que tous les ingrédients nécessaires à l'expansion de ce genre de vie urbain y aient été réunis. L'idée est de permettre à des citoyens désireux de vivre «à l'abri des nuisances urbaines» de se protéger à l'intérieur d'une enceinte. L'espace contenu au sein des murs y est privatisé, afin que tout accès aux non-résidents soit interdit. La surveillance interne est exercée par une milice privée, qui se substitue en tous points à la police de l'Etat.

### SE RETROUVER ENTRE GENS DU MÊME MONDE

Motifs sécuritaires, recherche de tranquillité et regroupement autour d'une activité particulière sont autant de raisons invoquées pour justifier la création et l'existence des *gated communities*. C'est ainsi que le village de *Leisure World*, dans la zone périurbaine de Los Angeles, est uniquement peuplé de retraités: il faut être âgé de plus de 55 ans pour être autorisé à résider dans la communauté. L'ensemble des services à disposition des résidents est orienté vers cette clientèle. Un autre exemple singulier est celui du village de *Diamond Grove*, près de San Francisco, qui se présente comme une «*Gated Active Adult Community*». L'identité communautaire y est très forte et gravite autour de l'idée qu'un résident doit être un adulte actif dans la vie économique.



Une résidence à vendre à Hidden Hills.

Mais ces prétextes dissimulent parfois mal des motivations plus profondes – moins avouables – telles que la peur de l'autre ou la volonté de se retrouver entre gens «du même monde». En outre, il est inutile de préciser que les résidents de

... la motivation principale est d'échapper au système de péréquation fiscale...

ces communautés appartiennent rarement aux couches sociales peu aisées de la population. La vente de la fermeture physique comme bien de consommation a pour conséquence directe que seuls ceux qui en ont les moyens peuvent y avoir accès. La sécurité et la tranquillité s'achètent au prix fort, pour le plus grand bonheur des promoteurs immobiliers et des propriétaires fonciers.

### GESTION POLITIQUE PRIVATISÉE

Un aspect très alarmant, mais aussi largement méconnu, lié à l'implantation des *gated communities*, est celui de l'imbrication entre gestion publique et privée. Celle-ci est entretenue par un processus nommé *incorporation* (municipalisation), rendu possible par le système administratif américain. L'*incorporation* permet à une zone qui dépend de

l'administration du *county* de se voir octroyer le statut de municipalité par une décision de l'Etat et par référendum local. Tantôt l'association des copropriétaires reprend simplement les tâches d'une municipalité, tantôt deux entités de gestion (publique et privée) se côtoient dans la plus parfaite confusion. Dans la communauté de Hidden Hills, près de Los Angeles, le siège du gouvernement public se trouve en dehors de l'enceinte, et ceci afin d'avoir à l'intérieur uniquement des espaces privés!

En réalité, la motivation principale est d'échapper au système de péréquation fiscale. On réalise ainsi à quel point les *gated communities* incarnent une remise en cause totale de la solidarité et des mécanismes redistributifs.

Véritables cités de riches, les *gated communities* à l'américaine n'ont pas encore connu le même essor en Europe. Mais le discours sécuritaire ambiant et les appétits de certains magnats de l'immobilier provoquent d'ores et déjà des développements inquiétants. Les zones résidentielles clôturées et sécurisées, déjà bien implantés en France, voire même dans certaines régions de Suisse, ne sont finalement pas très loin des cités américaines.

Raphaël Mahaim

## Les Politiques

Dans le classement de Bilan, on retrouve un certain nombre d'hommes politiques, principalement au sein de l'UDC et du PRD:

- Famille Blocher: 3-4 mias, actionnaire majoritaire d'EMS Chemie,
- Walter Frey (vice-président UDC), ancien conseiller national): 1-1.5 mias., actionnaire majoritaire d' Emil Frey
- Peter Spuhler, conseiller national UDC: 800-900 mios, actionnaire majoritaire de Stadler Rail,
- Famille Schneider-Ammann, dont Johann, conseiller national PRD: 500-600 mios, actionnaire majoritaire du Groupe Ammann
- Famille Ineichen, dont Otto, conseiller national PRD: 300-400 mios, actionnaire majoritaire de OTTO's AG
- Edgar Oehler, ancien conseiller national PDC: 300-400 mios, actionnaire majoritaire de Arbonia Forster

## Les Médias

Les trois principaux groupes sont contrôlés par des familles:

- Famille Ringier: 1-1.5 mias, actionnaire majoritaire du groupe Ringier
- Famille Coninx: 1-1.5 mias, actionnaire majoritaire du groupe Anzeiger, 20 minutes
- Famille Lamunière: 300-400 mios, actionnaire majoritaire d'Edipress Tribune de Genève, e

## Les 300 plus

Depuis 1989, le magazine Bilan établit un classement des 300 plus grosses fortunes de Suisse. En 2007, le total de ces grosses fortunes pesaient 625 mias de francs (130% du PIB).

Une grande partie de ces fortunes se compose des actions détenues dans des entreprises.

## Les Grandes Familles

- Famille Hoffmann-Oeri: 18-19 mias., actionnaire principal de Roche
- Famille Bertarelli, dont Ernesto, qui après avoir repris de son père la tête de Serono l'a revendu l'année dernière au groupe Merck: 12-13 mias
- Famille Schmidheiny: Thomas, 7-8 mias, gros actionnaire de Holcim, Stephan, 4-5 mias gros actionnaire
- Famille Landolt, descendants des fondateurs de l'entreprise Sandoz, reste encore un important actionnaire de Novartis: 7-8 mias
- Famille Liebherr, actionnaire majoritaire de Liebherr, actif dans la production de machines de chantier: 6-7 mias
- Famille Fimench: 4-5 mias, actionnaire majoritaire de Fimench
- Familles Schindler et Bonnard: 4-5 mias, actionnaire majoritaire de Schindler
- Famille Maus et Nordmann, contrôle Manor: 2-3 mias
- Famille Rothschild, actionnaire de la banque du même nom: 4-5 mias.
- Famille Vontobel, actionnaire majoritaire de la banque du même nom: 2-3 mias
- Famille Bär, gros actionnaire de la banque Bär, 900-1000 mios

## Les Financiers O

Quelques financiers qui ont fait fortune sur les marchés financiers:

- Martin Ebner, l'ancien patron de la banque de la pente: 500-600 mios
- Tito Tettamanti, nombre de placements financiers: 800-900 mios
- René Braginski, nombre de placements financiers: 500-600 mios
- Carolina Müller-Möhl, fortune sur les marchés



groupes de presse suisses  
trois familles:

5 mias, actionnaire  
de Ringier (Blick, Hebdo...)  
5 mias, actionnaire  
de Tamedia (Tages-  
Anzeiger, ...)  
100-400 mias, actionnaire  
de Ringier (Le Matin, 24 heures,  
etc...)

## Riches de Suisse

Leur influence  
se déploie dans  
de nombreux  
domaines:

les médias et la presse, la politique  
et bien sûr au niveau des entreprises,  
qu'ils possèdent en partie ou qu'ils  
dirigent.

Nombreux sont  
aussi ceux actifs dans les  
actions caritatives, dans  
la promotion de la  
culture ou dans  
des clubs  
sportifs.

## Opportunistes

ont réalisé leur fortune au  
cours des années grâce à des  
opportunités

financier déchu remonte la

reuses participations  
mias  
reuses participations  
mias

veuve de Ernst qui a fait  
des placements financiers: 600-700 mias

## Les Managers et Entrepreneurs

Les dirigeants des grandes entreprises suisses à  
force d'accumuler des salaires dépassant les 10  
millions sont de plus en plus nombreux dans le  
classement:

- Marcel Ospel, ancien directeur de l'UBS: 100-200 mias
- Daniel Vasella, directeur de Novartis: 100-200 mias
- Sergio Marchionne, directeur de Fiat: 200-300 mias
- Daniel Borel, ancien PDG de Logitech: 500-600 mias
- Gut Rainer, ancien PDG du Crédit suisse: 100-200 mias
- André Kudelski, directeur de Kudelski: 700-800 mias
- Nicolas Hayek, ancien directeur de Swatch: 4-5 mias
- Thomas Straumann, directeur de Straumann: 1.5- 2 mias

## Les Etrangers

- Ingvar Kamprad, fondateur d'IKEA: 35-36 mias
- Famille Brenninkmeijer, actionnaire majoritaire de C&A: 15-16 mias
- Viktor Vekselberg, oligarque russe qui a pris le contrôle de certaines grandes entreprises suisses comme Sulzer, 14-15 mias.
- Famille Latsis, famille grecque installée à Genève: 13-14 mias
- Klaus-Michael Kühne, actionnaire majoritaire de Kühne & Nagel: 8-9 mias
- Bernie Ecclestone, grand patron de la Formule 1: 5-6 mias.
- Famille Bata, Multinationale de la chaussure: 3-4 mias

## DOSSIER: LA BONNE FORTUNE DES PLUS RICHES

# Que faire face à l'augmentation des grosses fortunes?

*Face à la concentration des richesses en Suisse, quelles sont les propositions pour combattre cette évolution? Un impôt fédéral sur les successions pourrait y contribuer.*

Au cours des vingt dernières années, la fortune des plus riches de Suisse a pris l'ascenseur alors que l'économie suisse connaissait pourtant une faible croissance économique (voir encadré ci-dessous). Selon les statistiques de l'administration fédérale des contributions, le nombre de millionnaires en Suisse a plus que doublé entre 1991 et 2005, idem pour les fortunes de plus de 5 millions de francs.

Et, pourtant, les statistiques officielles de l'administration restent très imprécises et sous-estiment encore largement la fortune des personnes physiques (voir *PdG*, N° 52, janvier 2007). En effet, en se basant sur le classement des 300 plus grosses fortunes de Suisse, établi chaque année par le magazine *Bilan* depuis 1989, le montant et la progression des grosses fortunes sont encore beaucoup plus forts que ne le laissent supposer les chiffres de l'administration fiscale. En 2007, selon les estimations de *Bilan*, les 300 plus riches disposaient à eux seuls d'une fortune totale de 625 milliards, alors que les statistiques officielles indiquaient une fortune totale pour l'ensemble des 4 millions de contribuables de «seulement» 1150 milliards en 2005. En 2007, selon le *World Wealth Report* de Merrill Lynch et Cap Gemini, la Suisse comptait un peu plus de 200 000 millionnaires en dollars (sans biens immobiliers), ce qui est beaucoup plus que les résultats des statistiques officielles suisses.

Ces quelques chiffres confirment l'analyse de Hans Kissling, ancien directeur de l'office statistique du canton de Zurich, dans un récent livre *Richesse sans mérite. La féodalisation de la Suisse\**. Il n'hésite pas à parler d'une «féodalisa-

tion» pour qualifier l'évolution récente marquée par la très forte concentration de la fortune et son accélération depuis le début des années 1990. A partir des données fiscales du canton de Zurich (plus précises que celles de l'administration fédérale des contributions), il montre que la moyenne de la fortune des contribuables zurichois a progressé de manière modérée de 29 000 à 35 000 francs entre 1991 et 2003; dans le même temps, la fortune du pourcent le plus riche a augmenté de 70% (de 4 à 6,8 millions en moyenne). Pour les 10 personnes les plus riches, leur fortune a même triplé en 12 ans (+300%) pour atteindre 8,5 milliards en moyenne.

## POUR UN IMPÔT SUR LES SUCCESSIONS...

Sur la base du constat de la reproduction et de l'augmentation de la fortune des «super-riches», Hans Kissling préconise l'introduction d'un impôt fédéral de 50% sur les «gros-

ses» successions (à partir de 1 million de francs). Sur la base d'une estimation de l'ensemble des successions qui auront lieu au cours des trente prochaines années (environ 1000 milliards), les recettes fiscales d'une telle mesure sont estimées par

... *Hans Kissling préconise l'introduction d'un impôt fédéral de 50% sur les «grosses» successions...*

l'auteur à près de 10 milliards de francs par année. Il propose de consacrer ces recettes supplémentaires à des baisses d'impôts pour les moyens et bas revenus, mais elles pourraient aussi être affectées à d'autres tâches publiques. Bill Gates, une des plus grosses fortunes de la planète estimée à plus de 53 milliards de dollars, a annoncé que chacun de ses enfants ne toucherait «que» 10 millions de dollars à sa mort, ce qui leur permettra tout de même de mener une vie confort-

table. Il serait ainsi beaucoup moins généreux que la proposition de Kissling.

Les arguments en faveur d'un tel impôt sur les successions sont limpides : il s'agit d'une solution simple à mettre en œuvre, efficace et juste. Cependant, lorsqu'on voit la concurrence fiscale qui fait rage sur le plan international entre les Etats, mais aussi entre les cantons à l'intérieur de la Suisse pour attirer les grosses fortunes, l'introduction d'un impôt sur les successions risque de faire partir ces recettes fiscales sous d'autres cieux. Les chances politiques d'une telle proposition sont donc plus discutables, étant donné la grande mobilité des grosses fortunes.

André Mach

## POUR ALLER PLUS LOIN

\* Kissling Hans (2008), *Reichtum ohne Leistung. Die Feudalisierung der Schweiz*. Zurich: Rüegger Verlag.

## DÉCALAGE ENTRE PROGRESSION DE LA FORTUNE ET CROISSANCE DU PIB

Malgré la faiblesse de la croissance économique suisse depuis le début des années 1990, les grosses fortunes ont pris l'ascenseur. Depuis 1991, la fortune totale des personnes physiques a progressé beaucoup plus rapidement que le Produit intérieur brut: alors qu'elle représentait 154% du PIB en 1991, elle atteignait plus de 250% du PIB en 2005 (voir tableau ci-dessous).

Ce décalage entre évolution de la fortune et dynamique économique est encore plus frappant lorsqu'on prend en considération l'évolution des catégories de fortunes les plus élevées. Ainsi, en prenant en compte uniquement le total des plus grosses fortunes dépassant les cinq millions de francs, l'évolution de ce rapport est encore plus décalée: leur proportion par rapport au PIB double en quatorze ans, passant de 30% à 75% du PIB.

Ces quelques chiffres donnent complètement raison à Hans Kissling et soulignent le caractère de rentier de la progression des grosses fortunes, de plus en plus déconnecté de l'évolution économique réelle.

### Evolution du rapport entre fortune des personnes physiques et PIB (en mios de francs courants)

	Total fortune des personnes physiques	Total fortune de 5 mios et plus	PIB	Rapport Fortune/PIB (en %)	Rapport 5 millions/PIB (en %)
1991	530 110.8	101 899.7	343 264.9	154.4	29.7
1997	749 964.4	177 810.9	383 990.8	195.3	46.3
2005	1 164 567.4	345 324.6	463 673.2	251.2	74.5

Source: Administration fédérale des contributions. Statistique de la fortune des personnes physiques pour l'ensemble de la Suisse (91, 97, 2005)



# Bolivie: mouvement populaire contre violence de classe

*La droite bolivienne a décidé de se donner tous les moyens pour briser les réformes entreprises par le président Evo Morales. Que peut faire celui-ci pour respecter les promesses faites à son peuple, tout en empêchant une implosion de son pays?*

Le 11 septembre est une date particulière dans l'histoire récente du continent américain. Le 11 septembre 1973, le gouvernement socialiste chilien de Salvador Allende est renversé par un coup d'état militaire soutenu par la *Central Intelligence Agency* (CIA) étasunienne. Cette même agence, vingt-huit ans plus tard, ne sait pas prévoir les attentats d'Al-Qaïda contre la première puissance mondiale. Le 11 septembre 2008, quant à lui, a marqué le paroxysme des violences indépendantistes en Bolivie. Ce jour-là, des groupes paramilitaires équipés par le gouverneur du département de Pando tendent une embuscade à des paysans en route pour défendre la politique du premier président indigène du pays, Evo Morales. Bilan: 15 morts, 37 blessés, 106 disparus. Dans ces événements aussi, l'ombre des Etats-Unis plane (cf. encadré). Comment en est-on arrivé là?

## UNE POUDRIÈRE

La droite bolivienne est aux commandes des quatre départements riches de l'est de la Bolivie dits de la *media luna*. (demi-lune) qu'elle a entraînés, après son échec national aux élections de 2005, dans un processus indépendantiste. Ils font face à quatre départements soutenant la politique gouvernementale. Dans le rôle d'arbitre, le département central de Cochabamba dont la population a montré, par vote, qu'elle soutenait Morales mais dont le préfet soutient les indépendantistes. L'objectif pour cette droite, rassemblée dans la

*... La droite opte pour la violence ...*

coalition *Conalde*, est clair: obtenir la tête de Morales. Elle choisit tout d'abord la voie légale en initiant un referendum révocatoire. Tenu le 10 août 2008, celui-ci prend la forme de plébiscite pour le président qui, avec 67% de votes, améliore son score obtenu lors de son élection.

La droite, loin d'accepter le verdict populaire, change de stratégie et opte délibérément pour la violence.

## UN COUP D'ETAT CIVIL?

A la mi-août, la droite proteste contre une réforme prévoyant d'attribuer une part de la taxe sur les hydrocarbures à la création d'une pension universelle pour les personnes de plus de soixante ans, et arme ses partisans. Elle étend ensuite ses revendications à l'abandon de la réforme agraire et du projet de nouvelle constitution ainsi qu'à l'indépendance des départements de la *media luna*. Dans ces départements, des émeutiers, parmi lesquels des groupes fascistes et des para-militaires, occupent par la force les bâtiments publics et prennent pour cible des communautés indiennes. Une dynamique de coup d'Etat civil semble en marche. Mais le massacre du 11 septembre est la violence de trop... Le 15, le préfet indépendantiste de Pando, dont l'implication dans le massacre est avérée, est arrêté. Parallèlement, Morales renoue le contact avec le chef de file de la droite. Après un mois d'escalade, le pire semble avoir été évité.

## VIOLENCE DE CLASSE

Les événements récents en Bolivie appellent deux constatactions. Tout d'abord, ils démontrent l'incroyable ténacité de la classe possédante lorsqu'il s'agit de défendre ce que des siècles de spoliations lui ont mis entre les mains. Le programme d'Evo Morales et de son parti, le *Movimiento al socialismo* (MAS) repose, fondamentalement, sur un seul objectif: une meilleure redistribution des ressources naturelles dans un pays qui en est riche. A la révolution pacifique et légale menée par le MAS, la droite répond par une violence qui risque d'entraîner l'éclatement du pays, voire de déclencher une guerre civile. Et cela pose une question fondamentale:



*Les partisans d'Evo Morales ont enchaîné les manifestations de soutien, ici avant le referendum révocatoire, en août 2008.*

face à une telle violence de classe, jusqu'où doivent aller les forces progressistes boliviennes? Les mouvements sociaux appellent à l'aide leur président afin qu'il les protège contre les violences qu'ils ont subies depuis plusieurs mois. Mais on peut comprendre la réticence de Morales à recourir à la force militaire, dont il a lui-même souffert lorsqu'il militait contre le pouvoir. Il a néanmoins averti ses opposants que sa «patience a[avait] des limites»... Sa meilleure arme demeure néanmoins celle qu'il a utilisée jusqu'à présent: le

soutien populaire. Soutenu par près de sept Boliviens sur dix et par un mouvement, le MAS, qui plonge ses racines dans de nombreux mouvements sociaux, il bénéficie d'une assise sociale bien plus importante que, par exemple, Allende en son temps. Il faut espérer que ce soutien suffira et que la détermination du peuple bolivien saura répondre à la violence pour qu'enfin les classes dirigeantes acceptent, même contre leur gré, qu'en Bolivie le vent de l'histoire a tourné.

*Julien Wicki*

## WASHINGTON BOUGE SES PIONS

Si, ces dernières années, l'essentiel de l'impérialisme étasunien s'est manifesté au Moyen-Orient, cela ne veut pas dire que l'Onclé Sam a oublié le continent américain. Il est intervenu en Bolivie en misant sur sa meilleure carte: les revendications indépendantistes. Pour ce faire, il n'a pas lésiné sur les moyens. Les Etats-Unis ont mis en place des organismes dotés de millions de dollars de budget et dont le but avéré est «d'améliorer la capacité des gouvernements départementaux». En 2007, ces organismes ont dépensé 89 millions en Bolivie dans l'opacité la plus totale. Quant à la décision du gouvernement bolivien d'expulser, le 10 septembre dernier, l'ambassadeur étasunien Philip Goldberg, il ne s'agit pas du déni de démocratie qu'essaie de nous vendre l'administration Bush. Il est en effet troublant de constater que Goldberg est arrivé en Bolivie depuis... le Kosovo où il a joué un rôle-clef dans la déclaration unilatérale d'indépendance de l'ancienne province serbe. Cette troublante coïncidence a fait craindre au gouvernement et à plusieurs observateurs une «balkanisation» du conflit bolivien, le pays étant composé de nombreux groupes ethniques que la droite essaie de monter les uns contre les autres. Cette stratégie a été tenue en échec... mais jusqu'à quand?

*JW*

# Un peu de sérénité dans le débat sécuritaire

Pages de gauche a profité du passage à Lausanne d'Olivier Guéniat, criminologue et chef de la police judiciaire du Canton de Neuchâtel pour l'interroger sur la dérive du débat sécuritaire en Suisse. Olivier Guéniat est l'auteur d'un petit ouvrage fort utile *La délinquance des jeunes – L'insécurité en question*, (Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 2007).

**PdG: Peut-on vraiment parler d'une «criminalisation de la misère» en Suisse ?**

OG: Oui. On ne rapporte plus la gravité de l'acte au profil des personnes. On crée un énorme émoi médiatique pour des petits vols commis par des personnes socialement déstructurées. On focalise l'attention sur les toxicomanes, les vendeurs de boulettes etc. De tels délits méritent-ils autant d'attention? Je dis cela car en même temps, des crimes graves au regard du code pénal se commettent sans susciter une attention équivalente. Des millions peuvent être détournés, des escroqueries financières montées, des abus sexuels commis sans que les médias ne s'en émeuvent autant. Nos échelles de représentation de la gravité des crimes sont fortement décalées par rapport à la réalité. On a perdu la notion de ce qui est grave et ce qui ne l'est pas.

**Ce décalage produit-il des réponses sécuritaires disproportionnées?**

Le problème tient au mythe du «risque zéro». On attend des pouvoirs publics et de la police qu'ils mettent tout en œuvre pour assurer une sécurité totale. On en arrive à des opérations clairement disproportionnées. L'Eurofoot est un bon

exemple. On se rend compte *a posteriori* que le dispositif sécuritaire était beaucoup trop massif. On a même engagé l'aviation pour parer à une attaque éventuelle d'Al-Qaïda! Dans le cas des violences liées au football, il peut même arriver que ce soit la présence massive des policiers qui provoque les situations de violence.

On en arrive d'ailleurs à des paradoxes. Le cas de la vidéosurveillance est clair à cet égard. Au pays européen le plus avancé en la matière – le Royaume-Uni – Scotland Yard reconnaît désormais que cette politique est un fiasco. La vidéosurveillance ne marche pas contre la criminalité de rue, au mieux ça la déplace. Désormais de nombreux crimes sont commis sous l'œil de ces vidéos sans que personne ne les remarque de l'autre côté de l'écran, les auteurs de délits ne sont même pas reconnaissables. Les nouvelles technologies ne sont de loin pas aussi performantes qu'on le croit généralement.

**Les professionnels de la sécurité sont-ils les seuls responsables de cette inflation sécuritaire?**

Il est sûr que certains professionnels sont inscrits dans un *trend* sécuritaire. Il est beaucoup plus facile d'augmenter un dispositif de sécurité que

de l'abaisser. Ainsi des menaces potentielles, même peu probables, pèsent énormément. C'est tout de suite le risque majeur qui est visé. Mais le rôle des politiciens est central dans ces développements.

**Mais il existe aussi un marché de la sécurité, avec ses experts, ses entreprises privées, etc.?**

Les experts en sécurité sont un peu comme les experts financiers. On les voit partout à la télévision, dans les journaux, mais lorsque leurs prévisions ne se réalisent pas, lorsque le système financier s'écroule, il n'y a plus personne pour leur demander des comptes.

Le développement du marché de la sécurité privée est lié à l'inflation sécuritaire. Dès qu'un journal publie un article sur un cambriolage, vous pouvez être sûr que toutes les villas de la région seront démarchées par une entreprise de gardiennage. Le problème est que désormais le Parlement donne une légitimité à ces entreprises, en leur confiant des missions. Ce que l'Etat ne peut pas faire, il le confie désormais au privé. Voyez le cas de la police ferroviaire, mais aussi les affaires d'infiltration comme celle du groupe ATTAC. En tant que citoyen, je préfère que le contrôle sécuritaire vienne de

pouvoirs publics responsables, parce que contrôlés par des pouvoirs indépendants. Ce problème de dérégulation et de privatisation de la sécurité publique est en réalité beaucoup plus large. Faut-il vraiment s'en étonner quand on sait que la guerre en Irak est faite aussi par des mercenaires appartenant à des compagnies privées?

**Que penser des positions de plus en plus tranchées sur la sécurité que prennent les politicien-ne-s en Suisse, même au PS?**

Si j'étais élu par le peuple, je ne pourrais pas tenir le discours que je tiens aujourd'hui. Il me faudrait en effet un électorat et aujourd'hui la conquête de l'électorat passe entre autres par le fait de susciter des peurs et d'y apporter des réponses musclées. Le déplacement du discours politique sur la sécurité me semble provenir d'une importation du débat français (qui avait conduit à placer Le Pen au deuxième tour des présidentielles en 2002) et de la radicalisation des campagnes de l'UDC. Les messages simples font appel à des frustrations qui sont profondément ancrées en chacun de nous. Il est très difficile de les combattre.

*Propos recueillis par  
SP et RF*

## LES CHIFFRES DE LA DÉLINQUANCE

Olivier Guéniat a rappelé récemment quelques chiffres en matière d'évolution de la criminalité en Suisse. Voici quelques extraits de son article qui est disponible en entier sur <http://www.wikiforum.ch/node/434>.

«La Suisse devrait fêter sa sécurité en matière de criminalité! Le taux d'infractions pour 1000 habitants a atteint le niveau historiquement le plus bas depuis que l'on comptabilise les crimes et les délits dans notre pays sous la forme d'une statistique fédérale, soit depuis 25 ans. Un taux de 49,9 infractions au code pénal suisse en 1982 contre un taux de 36,8 infractions en 2007. Il s'agit là d'une nette amélioration de la situation de la criminalité dans notre pays, un succès. Pourtant, peu nombreux sont ceux qui acceptent de l'entendre. Ce constat dérange. (...)

Pourtant, les chiffres, tant des statistiques de police que de justice, montrent bel et bien une diminution de la criminalité. Le risque de victimisation a diminué de l'ordre de 25% ou, dit autrement, il y a eu durant une période de 25 ans à peu près 44 000 victimes d'infractions au code pénal suisse en moins. Mieux encore, par rapport au pic supérieur de la criminalité atteint en 1991 (taux d'infraction de 52,5 pour 1000 habitants), il y a 17 ans, ce ne sont pas moins d'environ 80 000 crimes et délits en moins enregistrés en 2007. Cette baisse est phénoménale et indique incontestablement que la sécurité s'est globalement améliorée dans notre pays.»

*SP et RF*



# Au nom de la santé

*Etrangement, partisan-e-s et opposant-e-s de l'initiative populaire «pour une politique raisonnable en matière de chanvre protégeant efficacement la jeunesse», qui demande, entre autres, la dépénalisation de la consommation de cannabis, se réclament toutes et tous du même objectif: la santé.*

Partisan-e-s et opposant-e-s nous expliquent comment gérer et régler le phénomène de la consommation de cannabis, avec des méthodes différentes certes, mais pour lutter contre la consommation des jeunes et des moins jeunes, car c'est un problème de «santé publique». Sous ce terme, on ne comprend pas la même chose si on se place dans une perspective minimaliste et utilitariste de l'Etat, comme l'UDC ou les radicaux, ou si on conçoit la santé comme un droit dont l'Etat est garant. Ainsi la préoccupation de la droite pour la «santé publique» se traduit le plus souvent par des mesures de «sécurité publique».

Mais bien plus encore, la santé apparaît dans les discours politiques comme une donnée objective qu'il n'y aurait qu'à quantifier. Or la définition de la santé fait également appel à nos valeurs. La question difficile de savoir ce qui appartient à un état normal ou pathologique est évidemment influencée par notre compréhension du monde et du sens qu'on lui donne.

## LE POISON DU PEUPLE

Deux visions s'opposent. D'un côté les drogues sont appréhendées comme un poison qui provoque des atteintes à la santé psychique et physique. Il faut donc «en sortir» et les éradiquer. L'«exposition» est dangereuse, mais il suffit de l'éviter. De l'autre côté, la perspective est plus complexe. Elle peut se décrire comme «systémique»: il s'agit de prendre en compte l'ensemble des facteurs, de voir un individu pris dans un système. Ainsi le problème n'est ni l'individu ni la drogue en elle-même, mais les conditions de vie que cela entraîne pour toutes les personnes concernées.

C'est cette dernière approche qu'ont adopté les professionnel-le-s des addictions. Le but poursuivi n'est pas de lutter contre les drogues, sans pour autant nier leurs effets néfastes, mais contre les conséquences et les

risques d'une consommation. Ce qui signifie concrètement que l'ennemi premier n'est pas la drogue mais les facteurs qui amènent à en abuser et les dégâts que cela provoque. Or pour parvenir à combattre ces deux choses il ne faut pas que des menaces pénales entravent la prévention par la discussion et l'information et que les demandes d'aide puissent être prise en charge sans que les personnes faisant usage de drogue illégale n'aient à craindre de représailles.

## HÉTÉROGÉNÉITÉ DES OPPOSANTS

Les personnes qui s'opposent à la dépénalisation se répartissent en deux camps. Le premier est composé de celles qui méconnaissent totalement la réalité de la consommation de drogue, notamment du phénomène d'addiction, mais aussi du travail des personnes «sur le terrain». Le second est plutôt constitué de différents corps de métiers en contact régulier avec les problèmes des personnes consommatrices, notamment les mineures. Il s'agit principalement des corps enseignant et policier, mais aussi de certains membre du corps médical. La question précise de la consommation de cannabis et en particulier chez les personnes mineures ou les «jeunes» apparaît comme le point divergent.

Dans cette population fumer un joint n'est depuis longtemps plus une grande transgression, pas plus que prendre une cuite ou fumer des cigarettes, contrairement à ce que beaucoup d'«adultes» croient. Et je dirai même qu'au vu des normes légales, certes plus ou moins rigoureusement appliquées, il peut être plus difficile et «transgressif» d'acheter du tabac et de l'alcool que du cannabis qui est de toute façon dans le marché noir du fait de son illégalité. Certains membres des corps professionnels évoqués se plaignent de ces manques dans l'application des restrictions de vente aux mineures et également à juste titre d'autres mesures de la protection de la jeu-

nesse. Ils en concluent que l'on ne ferait pas mieux avec le cannabis. Mais ces conclusions butent tout de même sur deux faits. En premier lieu la consommation est actuellement une réalité chez les jeunes et il ne peut y avoir de mesures de protection spécifique dans le commerce d'une substance illégale. Ensuite les risques liés à une consommation de cannabis ne sont pas plus élevés que ceux liés à celle du tabac et de l'alcool (et ils sont non négligeables pour toute ces substances!), la cohérence ne demande donc pas de mesure plus importante que celles mises en place pour ces deux drogues légales. Bien sûr il faudrait mettre en œuvre de façon plus efficace une protection de la jeunesse pour toutes ces substances, mais le manque de motivation actuel ne saurait justifier la criminalisation de la consommation de cannabis.

## FORMATION CONTRE ÉDUCATION

Quant à l'argument du message que l'on donnerait, il me trouble au plus haut point. D'abord je relèverai que la situation existe pour l'alcool et le tabac, cela ne semble pas poser de problème aux personnes qui s'inquiète pour la dépénalisation du cannabis. Doit-on y voir une puissance différentielle de leurs lobbys respectifs?

Mais pour se faire comprendre il faut considérer les jeunes et les moins jeunes comme responsables et comme partenaires. Ce n'est pas la politique paternaliste et infantiliste de la droite qui amène les personnes en difficulté à s'en sortir et à pouvoir faire des choix. Comme toute consommation de drogue, celle de cannabis, quand elle devient problématique, n'est le plus souvent qu'un symptôme de difficultés d'un autre

*... il faut considérer les jeunes et les moins jeunes comme responsables et comme partenaires...*

ordre qui rendent la personne vulnérable. Et la criminalisation de ce symptôme n'est qu'un exemple supplémentaire d'une réponse individualiste à des problèmes systémiques. En résumé, c'est une solution de droite qui ne doit pas satisfaire les personnes défendant une perspective où les individus évoluent dans une société traversée par des rapports de force complexes et se voient ainsi pris dans une dynamique dont ils ne portent pas l'entière responsabilité.

*Stéphanie Pache,  
médecin*



# Vaud: le paquet surprise

*Le rejet par les Vaudois du paquet fiscal fédéral du 24 février a créé un rapport de forces, qui n'a pas empêché la logique des baisses d'impôt, mais en a atténué l'amplitude.*

Les cantons qui n'avaient pas encore anticipé le timide oui fédéral du 24 février sur la réforme de l'imposition des entreprises II sont en train de mettre en oeuvre les baisses d'impôts que cette inique réforme engendre. Dans le canton de Vaud, il aurait probablement été difficile de faire passer un paquet aussi scandaleux, sans y adjoindre des éléments plus populaires. Le résultat est un paquet mal ficelé comme on les aime, qui mélange tout azimut allègements pour les gros actionnaires, démantèlement de l'impôt sur le capital, soutien aux familles, bouclier fiscal ou autres mesurètes moins discutées.



## RÉFORME FÉDÉRALE TOUJOURS LÀ

Le constat de base est clair: toutes les mesures fédérales sont bien dans le paquet. En particulier, les deux éléments les plus contestés lors de la campagne étaient l'allègement de l'impôt sur les dividendes des gros actionnaires et la suppression de l'impôt sur le capital pour certaines entreprises. La première mesure consiste à exonérer totalement de l'impôt un certain pourcentage des revenus des actionnaires possédant au moins 10% d'une entreprise. Le montant exonéré au niveau fédéral est de 40%, mais le canton de Vaud est allé un peu moins loin dans ce cadeau fiscal scandaleux et inégalitaire, en n'exonérant «que» 30% des revenus des actions. Evidemment, ce sont uniquement les plus riches actionnaires (environ 1000 personnes) qui gagneront grâce à cette réforme au coût exorbitant de 36 millions pour les collectivités publiques.

La deuxième mesure est probablement encore pire, puisqu'elle entraîne de fait la suppression de l'impôt sur le capital pour toutes les entreprises qui font de gros bénéficiaires. Paradoxalement, elle ne touche pas les entreprises en difficultés, qui continueront à

payer l'impôt sur le capital. Cette «aide inverse» est-elle destinée à donner encore plus d'armes (pour une valeur de 32 millions) aux plus grands et aux plus forts pour écraser les petits commerçants, constamment laissés de côté lors des réformes fiscales ou économiques?

## PROTÉGEONS LES RICHES

Toujours dans le cadre de la réforme, mais touchant une loi différente, elle aussi sujette à référendum, notre cher parlement a adopté une mesure de protection pour les très riches: un bouclier fiscal. Il s'agit ici de limiter l'impôt payé par les personnes ayant de très grosses fortunes. L'impôt sur la fortune est l'un des plus importants, puisqu'il est le seul qui permet une certaine redistribution des richesses établies (plutôt que simplement des revenus). Pourtant, celui-ci est démantelé pour construire ce bouclier doré de 18.5 millions de francs, qui limitera à 60% le taux d'impôt global payé par rapport au revenu, même si l'on dispose par ailleurs d'une fortune colossale.

## FAIRE PASSER LA PILULE

C'est dur à avaler. Alors, pour faire gober au citoyen le paquet, le Conseil d'Etat a pro-

posé un allègement pour les familles, en permettant une nouvelle déduction aux couples avec ou sans enfants. Au vu du rapport de forces, la gauche parlementaire a réussi à transformer cette petite pilule en allègement substantiel ciblé sur les bas et moyens revenus, et dépendant de la taille de la famille. Environ 71 millions de francs seront ainsi distribués aux ménages au revenu inférieur à 150 000 francs, à hauteur d'environ 250-300 francs plus 150-200 francs par enfant.

## ET LES PRESTATIONS PUBLIQUES?

En réalité, cette valse de cadeaux fiscaux masque un véritable problème: celui de l'incapacité, voire du tabou que constitue l'augmentation des dépenses publiques lorsque l'Etat dispose d'un excédent de recettes. Pourquoi n'est-ce pas une évidence que cet excédent soit réellement investi dans notre futur: formation, santé, investissement, transports publics, social, fonction publique? C'est la question à laquelle la gauche doit répondre pour pouvoir convaincre le peuple que le progrès d'une société est intimement lié à celui du service public.

*Samuel Bendahan*

# Concurrence fiscale: l'art du saucissonnage

*Les attaques constantes contre la fiscalité au niveau fédéral suivent une logique implacable: mettre tout le monde en concurrence pour un nivellement par le bas du service public.*

La logique des nombreuses réformes fiscales qui ont lieu au niveau cantonal peut s'illustrer par un fait qui aurait pu être anodin: le déménagement d'un habitant de notre pays de la Tour-de-Peilz à Verbier. Un autre fait anodin: le départ de Mme Bertarelli de la commune de Gingins. Pour des raisons purement fiscales, ces super-riches ont ainsi délaissé le canton de Vaud où ils ont pu accumuler des dizaines de millions, sans le moindre scrupule.

Avec une politique fiscale très peu harmonisée, c'est inévitable: tout changement du système ne peut profiter qu'aux riches, puisque leur possibilité de quitter le territoire suffit à terrifier une majorité écrasante des politiciens, médias et de la population. On entend à longueur de journée que de baisser les impôts, c'est bien, car cela attire les riches. Le taux d'impôt est plus bas, mais comme il y a plus de riches, la somme d'impôt collectée est plus conséquente. La faute dans le rai-

sonnement est simple: le riche ne vient pas de mars, mais il part d'un endroit où il payait plus d'impôts.

Résultat: tout le monde se sent obligé d'alléger la fiscalité pour les nantis, ces derniers font leur shopping fiscal, et tout le monde perd. Pour compenser les cadeaux fiscaux, il n'existe que deux méthodes, la première étant la plus utilisée: réduire les prestations de l'Etat (La Tour-de-Peilz?), ou alors augmenter les impôts (Gingins: +10 points) ou prélèvements sur les moins riches.

C'est la logique inverse qui devrait être employée. Non seulement, il faut garder une forte cohérence du système fiscal au niveau fédéral, mais il faut se battre au niveau international contre l'évasion, les paradis fiscaux et les tentatives de certains États de voler les capitaux des autres. Il faut définir un système qui est juste, et se battre pour le blinder contre l'arme de destruction massive des riches: la concurrence fiscale.

*SB*



# La Forteresse n'est pas une leçon de morale

**Primé à Locarno, le film du Lausannois Fernand Melgar raconte une immersion de deux mois dans le Centre pour requérants d'asile de Vallorbe. Interview.**

*La Forteresse* décrit surtout l'histoire d'hommes et de femmes de toutes origines, venus en Suisse pour échapper à la guerre, aux persécutions, à la misère. Dans l'attente d'une décision qui changera leur existence à jamais, la vie se poursuit dans le centre. Avec pudeur et justesse, le magnifique documentaire de Melgar nous plonge dans les détresses, incertitudes et joies des habitants de cette Forteresse, qu'ils soient requérants ou employés du centre.

**Quelles ont été tes motivations à faire ce film ?**

Deux éléments m'ont incité à le faire. D'une part, la campagne haineuse et stigmatisante pour le durcissement de la Loi sur l'asile (Lasi) de 2006 et le plébiscite populaire qui s'en est suivi. Ce qui ressortait, notamment, c'est que la thématique de l'asile en Suisse représentait une «terre brûlée», dans laquelle seuls des discours extrêmes trouvaient place.

D'autre part, du fait de mon vécu, en tant que fils de saisonniers espagnols, cette période a raisonné très fort en moi. La campagne m'a en effet rappelé l'initiative Schwarzenbach qui partait du même fond xénophobe et qui fut un profond traumatisme pour moi-même, pour ma famille, comme pour d'autres étrangers. Nous étions des étrangers qu'on était venu chercher dans le sud de l'Europe pour construire le pays et dont certains ne voulaient plus. Ce fut une énorme claque.

Retomber là-dedans à travers la demande de durcissement de l'asile et la campagne musclée qui l'accompagnait m'a fait l'effet d'une trahison, étant donné que je venais à peine d'obtenir ma naturalisation. En tant que jeune confédéré, j'avais adhéré aux valeurs de ce pays, que je ne reconnaissais pas dans cette loi ni dans la teneur de la campagne.

**Et pourquoi faire un film sur l'asile à travers un centre d'enregistrement ?**

Un centre d'enregistrement est un bon point d'observation. En effet, à la base, ces centres «de tri» étaient censés répartir de façon égalitaire les requérants d'asile dans les cantons. La procédure débutait une fois que les individus étaient attribués et non pas dans le centre même. La révision de la Lasi a surtout été une mesure économique visant à alléger les structures et à accélérer les procédures.

Le fait d'aller dans un tel centre était donc pertinent car cela permettait d'observer pendant un laps de temps déterminé, 2 mois pour être précis, l'application concrète d'une loi qui est la plus dure d'Europe ainsi que les rapports humains qui se créent dans un lieu clos et dans un tel contexte.



**Peut-on considérer ton film comme un acte militant ?**

Non, je m'en défends. Avant tout, mon métier consiste à produire des documents. Au début, j'essaie toujours de ne pas prendre position. Concrètement, dans *La Forteresse*, je souhaitais rétablir des nuances de gris entre les moutons noirs et les moutons blancs. Mais je ne suis pas un donneur de leçons, je ne dis pas quoi penser ou voter. Je pose des questions qui mettent en lumière des contra-

dictions, mais je laisse à chacun l'opportunité de se forger sa propre opinion, ce qui m'a d'ailleurs valu des critiques de la part de l'extrême gauche. Je fais des films engagés dans le sens où je demande au public d'y voir un certain engagement, en espérant le confronter à des cas de conscience auquel seul lui-même peut trouver des réponses.

**... Je pose des questions qui mettent en lumière des contradictions ...**

Dans *La Forteresse*, ce qui m'importait, c'était de rendre une humanité, redonner des visages à ce qui n'était devenu que des chiffres et des statistiques. C'est l'un de mes engagements. Quand je parle de la Forteresse, il s'agit bien de ce lieu, mais c'est aussi ce que sont devenues la Suisse et l'Europe. Le film questionne aussi la thématique de l'immigration choisie, censée endiguer l'afflux massif d'immigrés en provenance du Sud.

**Comment as-tu obtenu l'autorisation de tourner ?**

Cela a été très compliqué d'obtenir l'autorisation de la part de l'Office des migrations (ODM). En temps normal, les autorisations ne sont délivrées que pour quelques heures, avec une marge de manœuvre très réduite. Avant *La Forteresse*, ils n'avaient jamais reçu une demande de séjour de 2 mois à l'intérieur. Comme la Confédération est chargée de protéger les requérants d'asile, le tournage à l'intérieur va à l'encontre de la Loi sur l'asile. J'ai réussi à les convaincre car je me suis engagé à ce que toute personne qui apparaisse dans le film – requérants comme employés – accepte au préalable d'y figurer, en signant des conventions.

**Ton équipe et toi-même avez dormi dans le centre ?**

Non, il s'agit d'un territoire fédéral et nous n'y étions pas autorisés. Par ailleurs, le centre était plein et nous aurions pris une chambre à une famille. Nous étions aussi contents de pouvoir en sortir, et respirer à la fin de la journée. Douze heures par jour à l'intérieur, c'est long... Ceci dit, si nous y avions complètement séjourné, le film serait peut-être autre.

**Quels liens se sont créés avec les personnes filmées ?**

Pour moi, toutes les personnes qui ont participé à mes films sont devenues, d'une certaine façon, des membres de ma famille. J'ai toujours conservé des liens extrêmement étroits avec les individus que j'ai filmés. Je ne crois pas qu'on puisse faire un film sur des gens qu'on n'aime pas profondément. Dans le cas de *La Forteresse*, certaines de ces personnes ont disparu et avec d'autres, je maintiens le contact et les appels, notamment avec plusieurs requérants d'asile.

J'aime aller vers l'autre et savoir de quoi est fait sa vie. C'est un privilège, dans mon métier, que de pouvoir entrer dans l'intimité des gens. Celle-ci qui ne se révèle pas immédiatement, mais apparaît lorsque je revois les images, lorsque je les travaille sans arrêt.

**Quels sont tes projets ?**

Je travaille sur une fiction qui retrace l'épopée d'une famille équatorienne clandestine à Lausanne. Le film se déroule en 2008, avec une situation très actuelle aussi, mais il est fortement autobiographique. Il va parler de mon enfance, des saisonniers et des nouveaux saisonniers que sont les clandestins qui paient leurs impôts et assurances sans protection aucune.

*Propos recueillis par  
Rebecca Ruiz*

# Vincent Auriol

«Les banques je les ferme, les banquiers je les enferme!»

Déclaration de Vincent Auriol en 1936, Ministre des Finances dans le gouvernement du Front Populaire de Léon Blum, lors de la nationalisation partielle de la Banque de France.

**Vincent Auriol (1884-1966) tique français, socialiste. Plu avant la guerre, il deviendra de la IV<sup>e</sup> République (1947). tre-vingts parlementaires à pleins pouvoirs au marécéré, il réussira pendant la Résistance.**



**était un homme poli- sieurs fois ministre le premier président Il a été l'un des qua- refuser de voter les chal Pétain. Incar- à gagner Londres et**

## agenda

**25 octobre**  
Assemblée des délégués des Verts suisses  
Baden

**25 et 26 octobre**  
Congrès ordinaire du parti socialiste suisse  
Centre sportif Schachen, Aarau

**3 novembre**  
«Consommer éthiquement, placer son argent, comment choisir?»  
Conférence-atelier 19h30, Centre paroissial St-Clair, Vevey  
www.evb.ch

**8 et 9 novembre**  
«Finances sans lois: évasion fiscale, crises financières»  
Uni-Mail, Bd Carl-Vogt 102, Genève  
www.suisse.attac.org/finances-sans-loi

## Paroles sur les riches

**JAB**

CH-1450 Sainte-Croix

**Pages de gauche**

Mensuel d'opinions socialistes indépendant

« Les différentes composantes des hautes classes se rencontrent dans les cercles, au-delà des cliques que peuvent induire les spécialisations des professions ou des fonctions. Politiques, hommes d'affaires, grands propriétaires terriens, militaires, personnalités du monde des arts et des lettres se sont donné des endroits pour mettre en commun leurs savoirs et leurs pouvoirs. (...) La collusion des élites est une collusion de fait. Elle n'a pas besoin d'être systématiquement organisée. On se rend service parce que cela est constitutif de l'appartenance à la confrérie des grandes familles. Une rencontre circonstancielle devient une relation s'inscrivant dans la durée. (...) On comprend alors mieux l'importance de la sociabilité mondaine, de ses fêtes cocktails, dîners, vernissages ou premières d'opéra, car elle rassemble des personnes qui ne se connaissent pas toutes mais qui, par cette rencontre, vont mettre en relation les réseaux auxquels elles sont rattachées par ailleurs.»

Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, *Les ghettos du gotha*. Paris: Seuil (2007).

« Les penthouses du Haut-Richistan abritent des familles qui possèdent 100 millions de dollars ou plus. Les habitants se comptent en milliers, bien que leur nombre exact ne soit pas connu. La majorité d'entre eux ont acquis leur fortune en créant leur entreprise et en la revendant, mais PDG et gestionnaires financiers (en particulier de fonds spéculatifs à haut risque) rejoignent rapidement leurs rangs. La vie des Haut-Richistanais est devenue incroyablement compliquée. Pour la gérer, ils ont créé des «bureaux de famille» - de grandes entreprises servant exclusivement à satisfaire les besoins quotidiens d'une famille, des investissements et questions juridiques, aux programmes de voyages et à l'embauche du personnel de maison.»

Robert Frank, *Richistan. A Journey Through the American Wealth Boom and the Lives of the New Rich*, New York: Crown Publishers (2007)

Citations tirées de *L'internationale des riches, Manière de voir N° 99*, juin-juillet 2008.